

Les crédits

prêts et en termes de paiement du déficit, qu'on va régler les problèmes.

Pour conclure, je dois dire que nous, on veut sécuriser les Québécois et je crois qu'on le fait d'une façon correcte. Nous sommes un gouvernement modeste. Je crois que le gouvernement Chrétien a prouvé à maintes reprises depuis un an et demi que nous sommes à l'écoute de la population, que nous sommes conscients des obligations que nous avons face à la dette nationale, mais que nous sommes avant tout conscients de l'obligation du gouvernement fédéral de s'occuper des plus démunis de la société.

[Traduction]

M. Ian McClelland (Edmonton-Sud-Ouest, Réf.): Madame la Présidente, pour l'information de ceux qui suivent nos délibérations à la télévision, je voudrais lire encore une fois la motion du Bloc québécois. La motion, qui ne fera pas l'objet d'un vote, dit ceci:

Que la Chambre enjoigne le gouvernement, dans son prochain budget, d'éviter toute hausse d'impôts pour les contribuables à faible et à moyen revenu et d'envisager plutôt le dégraissage de l'appareil gouvernemental, l'élimination des dépenses fiscales dont profitent surtout les grandes entreprises et les mieux nantis de la société canadienne, et la récupération des impôts impayés et dus au gouvernement fédéral.

Comment peut-on être contre cette motion? Impossible de l'être. Elle est incontournable. De plus, elle a du bon sens. Pourquoi ne devrait-on pas faire ce que recommande le Bloc québécois? En fait, la plupart de ces mesures sont déjà mises en oeuvre.

Notre parti appuie entièrement l'idée d'éviter toute hausse d'impôts pour les contribuables à faible et à moyen revenu. Nous soutenons catégoriquement qu'on ne devrait pas imposer de nouveaux impôts et taxes à qui que ce soit pour quelque raison que ce soit, un point c'est tout. Ni aux particuliers, ni aux entreprises, ni à qui que ce soit pour quelque raison que ce soit, ni directement ni indirectement. Et cela, parce que nous devons établir la volonté politique de faire ce qui doit être fait.

Plus tôt, au cours de la période des questions et observations, j'ai demandé au député de Bonaventure—Îles-de-la-Madeleine de me dire quelle était à son avis la chose la plus importante de toutes qu'il fallait faire, quel était le facteur qui primait sur tous les autres et qui assurerait le succès dans nos efforts pour éliminer le déficit et remettre de l'ordre dans les finances nationales. Pour ceux qui nous regardent à la télévision et pour les députés qui sont ici, il n'est pas étonnant que nous n'ayons pas obtenu de réponse à cette question. J'ai posé la question précisément parce que je voulais savoir si le député d'en face avait vraiment une idée de ce qu'il fallait faire. Nous n'avons pas obtenu de réponse à la question. Je présume donc que le député ignore en quoi consiste cet ingrédient.

Je vais lui donner la réponse. Je vais lui faire savoir, à lui et aux autres députés d'en face, quel est l'ingrédient qui est absolument indispensable. Sans cet ingrédient, point de succès. Ce sera impossible de réussir. L'ingrédient indispensable, c'est la volonté politique. Les députés d'en face tiennent les cordons de la bourse. Ils ont les pieds sur les pédales et les mains sur le volant qui dirige notre pays. Nous, de l'opposition, pouvons essayer

d'influencer les choses, mais nous ne prenons pas la décision finale. C'est au parti ministériel d'en face qu'appartient cette décision. Or, à moins que ce parti n'ait la volonté politique de faire ce qui est nécessaire, l'objectif ne sera tout simplement pas atteint.

Que fait le parti ministériel pour avoir cette volonté politique? Qu'est-ce qui est nécessaire? C'est pourquoi il est si important que le gouvernement ne recherche pas l'équité fiscale en ce moment. Ce n'est pas là le problème. Ce sont les dépenses le problème.

• (1625)

Si, à titre de parlementaires, nous nous dérobons au lieu de nous dire que le problème vient de ce que le gouvernement a perdu la maîtrise de ses dépenses, au lieu d'en être parfaitement convaincus et au lieu de nous engager à résoudre le problème, si nous cherchons plutôt des moyens de récupérer quelques dollars à gauche et à droite, nous perdrons très rapidement la volonté politique de faire ce qui s'impose, c'est-à-dire réduire les dépenses.

Il faut supprimer des programmes, sinon, nous n'atteindrons absolument pas l'objectif visé. Sur le plan financier, notre pays perd rapidement de sa courbe de puissance.

Permettez-moi de préciser à l'intention de ceux qui ne savent pas ce qu'est la courbe de puissance qu'il s'agit d'une expression du domaine de l'aviation. On veut dire par là que si un avion arrive face à une montagne, le pilote doit relever le nez de l'appareil et mettre les gaz pour survoler la montagne. S'il n'y a pas assez de puissance pour que le nez de l'avion reste relevé et que l'appareil continue de voler, celui-ci perdra très rapidement de la vitesse, piquera du nez, tombera en vrille, s'écrasera et prendra feu.

Disons que notre pays est un avion qui voit se dresser devant lui une montagne de dettes. Celle-ci croît rapidement par la magie des intérêts composés, ce qui est le pire ennemi des emprunteurs et le meilleur ami des prêteurs.

Nous voici donc en plein vol quelque part dans le ciel. Une montagne de dettes se dressant devant nous, nous essayons de relever le nez de l'avion. Cette manoeuvre, soit l'augmentation des impôts, nous fait perdre de la puissance.

Il vient un point où il nous est simplement impossible de relever le nez de l'avion parce l'économie a beaucoup trop ralenti en raison des hausses d'impôts faites pour franchir l'obstacle. C'est pourquoi la volonté politique de maîtriser les dépenses est d'une importance capitale.

Cela ne veut pas dire que le régime fiscal ne comporte pas d'éléments qui ne doivent pas être modifiés. Cela ne veut pas dire que le député de Saint-Hyacinthe—Bagot n'a pas tout à fait raison de dire: «Pourquoi faut-il être avocat pour remplir sa déclaration de revenus?»

Les députés n'ont-ils jamais essayé de gagner de l'argent? Nous payons de l'impôt sur nos revenus. Nous payons de l'impôt sur nos dépenses. Quoi que nous fassions, les pouvoirs publics nous dissuadent d'être productifs. Ils nous poussent à ne pas être productifs.